



Journées d'études internationales

**Enjeux et débats autour de la reconnaissance de
l'islamophobie en Europe et aux Etats-Unis**

**Issues and debates surrounding the recognition of
Islamophobia in Europe and in the United States**

**Organisation : Hatem Bazian (UC Berkeley), Ramon Grosfoguel
(UC Berkeley), Alexandra Poli (CADIS, EHESS-CNRS)**

**Traduction : Olivier Esteves (CECILLE, Université Charles de
Gaulle Lille III)**

Marwan Muhammad (Porte-Parole du CCIF)

**Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
190-198 Avenue de France 75013 Paris
(Salle 638-640-641)**

NB :

- **L'entrée est libre dans la limite des places disponibles.**
- **Les langues de travail sont l'anglais et le français. Une traduction synthétique sera assurée par Olivier Esteves et Marwan Muhammad à l'issue de chaque panel.**

Document de référence

Fatiha Ajbli

« Le genre de l'islamophobie professionnelle : la *foularophobie* »

En dehors de quelques secteurs d'activité devenus hautement « sensibles » au lendemain du 11 septembre 2001, l'appartenance islamique des candidats d'origine nord-africaine ne fait pas l'objet d'un traitement particulier ; les employeurs auraient plutôt tendance à la confondre dans l'origine culturelle. Ceci vaut en règle générale ; les candidates musulmanes *enfoulardées* font figure d'exceptions. Pour elles, le référent religieux fonctionne comme un critère de non-embauche. Il y a là un « effet de genre » puisque les garçons pratiquants souffrent moins de leur engagement religieux que leurs « sœurs » voilées. Moins exposés à la visibilité « islamique », ils échappent plus facilement à l'assignation religieuse, celle-ci étant dissoute dans le noyau culturel. Sauf évidemment, lorsqu'ils cultivent les signes tangibles d'une altérité radicale (barbe opulente et tenues vestimentaires importées des pays arabes). Dans ce cas précis, la surenchère identitaire risque de jouer avec autant d'efficacité que chez les candidates en hijab. En l'espèce, les signes distinctifs représentent la dimension la plus épineuse du fait religieux au travail. À notre connaissance, ils constituent la matrice des principaux contentieux « islamiques » portés devant les tribunaux. Pour être correctement cernées, les pratiques discriminatoires à l'égard des postulantes coiffées d'un hijab doivent être rattachées à la construction du problème du « voile » ainsi qu'aux représentations des employeurs. La façon dont ceux-ci les perçoivent va, en effet, nous renseigner sur la nature des blocages auxquels elles font face dans leur mobilité sociale.

Note biographique :

Fatiha AJBLI est docteure en sociologie. Elle a consacré sa thèse de doctorat à l'emploi des pratiquantes musulmanes en France et poursuit aujourd'hui ses recherches sur les questions françaises de l'islam féminin et sur les mutations qui affectent l'identité, les rôles et les positions sociales des Musulmanes.

Elle a collaboré avec Marco Polini au rapport d'Amnesty Internationale, "Choix et préjugés: la discrimination des musulmans en Europe", publié en 2012.

" L'islam au coeur de la fabrique de l'identité nationale: la preuve par le voile", in Immigration et identité nationale: l'altérité revisitée, ss dir. Séverine Dessajan, Nicolas Hossard, Elsa Ramos, L Harmattan, 2009.

"Les Françaises musulmanes face à l'emploi. Le cas des pratiquantes voilées", thèse de doctorat ss dir. Farhad Khosrokhavar, EHESS, 2011.

"Interdites d'emploi : la résistible progression sociale des Musulmanes dans le contexte français", in Questions féministes, à paraître en 2014

Houda Asal

« Les débats sur l'islamophobie en France. Comment articuler question sociale, racisme, sexisme... et religion? ».

En s'inscrivant dans la sociologie du racisme, développée par un certain nombre de chercheurs depuis de nombreuses années, l'islamophobie se présente aujourd'hui comme une nouvelle forme d'*altérisation*, qui répond à un processus de *racialisation* spécifique, lié au religieux.

A travers les débats sur l'islam et l'*islamophobie* en particulier, cette présentation insistera sur la manière dont les catégories de race, de classe, de genre et de religion s'articulent. Il s'agit donc d'interroger les différentes dimensions que la définition de l'*islamophobie* revêt. D'abord, la dimension « raciale » qui permet d'englober à la fois l'aspect idéologique du phénomène, les discours et les préjugés, mais aussi les discriminations et les actes de violence. Parallèlement, étant donné la place des femmes dans les débats sur l'islam, la dimension du genre pose des questions centrales qui renvoient à la capacité d'agir (*agency*), l'émancipation et l'universalisme. En filigrane de ces débats, on voit se dessiner la place de la question sociale, plus ou moins prééminente dans les discours. Le rapport au religieux est souvent lié à ces trois dimensions, tout en s'inscrivant dans différentes interprétations de la laïcité.

En s'appuyant sur une enquête de terrain portant sur les associations antiracistes en France, l'étude des discours et des divisions au sein et entre ces organisations prendra pour cadre d'analyse les théories de l'intersectionnalité. Celles-ci fournissent les outils pour penser la multiplicité des rapports de pouvoir et de domination, et l'articulation entre questions raciales, sociales et de genre, avec le religieux.

Note biographique

Houda Asal est titulaire d'une thèse soutenue en 2011, à l'EHESS : « Se dire *arabe* au Canada. Un siècle de vie associative, entre constructions identitaires et mobilisations politiques ». Actuellement chercheuse à l'ERIS, au Centre Maurice Halbwachs (Ecole Normale Supérieure) et post-doctorante à l'Université McGill à Montréal. Ses recherches portent sur la construction de la notion d'islamophobie et sur les mobilisations autour de cette question en France et au Québec. Elle co-organise le séminaire "L'islamophobie : la construction du problème musulman" à l'EHESS, depuis 2012.

Tarek Abdel-Aleem & Yussuf Abdel-Aleem (Graduate of Harvard Law School and the University of California, Davis).

“Religious Discrimination Claims on the Basis of Islam: A Comparative Study of Claims in the US, UK, and FR”

This study reviews recent workforce discrimination claims made by Muslims in the United States, United Kingdom, and France. After providing summaries of the key dispositions, the goal is to compare the success rate of the claims in the aforementioned jurisdictions. This cross-national comparative case study will highlight that if European Muslims are unable to make out successful workplace discrimination cases in the courts, like their American,

counterparts, they are in effect being excluded from the respective societies in which they live. *De-facto* or *de-jure* exclusion of Muslims from the workplace is perhaps the worst kind of exclusion because without effective means to earn a livelihood, other exclusions---cultural, racial, and structural, will be extenuated. To this end, a review of each jurisdiction's statutory and procedural regime, including respective burdens of proof, will be examined. By showing the success rates of the religious discrimination claims in the various jurisdictions, conclusions as to the *strength* of select claims in each respective jurisdiction (i.e. lander, hijab, beard, prayer, holiday time off) may be drawn. Likewise, by conducting a quantitative and qualitative study of religious discrimination claims, the data may reveal some type of cross-national judicial bias against Muslims alleging discrimination in the workplace compared to other religious demographics who seek similar relief.

Reda Benkirane

« L'islamophobie à la mode française. Essai de typologie »

Nous nous attarderons sur le cas français pour en dresser une typologie et ce pour deux raisons principales : d'une part, la spécificité historique de sa sécularisation issue d'une révolution qui mit fin à une monarchie et, d'autre part, le poids démographique d'une partie de sa population en tant que citoyens de culture ou de confession islamique. Pour mieux cerner tout ce que suscite comme rejet, incompréhension et incompatibilité la présence, la visibilité du fait islamique en France, nous entendrons, dans un second temps, établir une comparaison entre « islamophobie » et « antisémitisme ». Cette comparaison nous paraît intéressante sur le plan heuristique dans le sens où elle permet d'identifier les logiques biaisées et les blocages du discours républicain sur la laïcité et son intolérance à la visibilité ou l'expression publique de la question islamique. La dissymétrie selon nous entre ces deux formes de rejet et de détestation de l'autre que sont islamophobie et antisémitisme, qui touchent les représentants de deux grandes religions monothéistes à maints égards comparables, s'expliquerait selon nous par le fait que la France n'a pas encore entrepris un travail critique sur son passé colonial comme elle l'a fait à propos de son passé collaborationniste durant l'Occupation nazie. Nous évoquerons enfin une particularité qui est en quelque sorte la « griffe » mondaine de l'islamophobie « à la française » (qui la distingue du phénomène de rejet issu de mouvements xénophobes européens et des bas-fonds sociologiques spécifiques des milieux de droite dure ou d'extrême droite) : à savoir que la détestation de l'islam, à la différence des expressions contemporaines du racisme et de la xénophobie, est une expression assumée et même revendiquée par l'intelligentsia, par les plus éminentes figures issues des milieux culturels, y compris par des représentants de la gauche humaniste. En conclusion, nous montrerons que l'islamophobie « à la française » n'est au bout du compte pas tant une expression de rejet de l'Autre, mais surtout une pathologie identitaire du refus du Soi français, en tant que devenir postcolonial. L'islamophobie révèle une non-acceptation de la société française de s'assumer telle qu'elle est réellement au XXI^e siècle, un demi-siècle après les indépendances politiques. Nous démontrerons à partir de rappels historiques et de bifurcations utiles que ce devenir est inéluctable et qu'il survient dans le meilleur des cas postcoloniaux (que serait-il resté de la France métropolitaine si elle avait gardé jusqu'à aujourd'hui toutes ses colonies ?). Nous indiquerons comment à partir des valeurs de l'universalisme français (liberté, égalité, fraternité) il serait possible d'envisager

une thérapeutique de ce dysfonctionnement identitaire pour se prémunir des vents mauvais de la mondialisation, tout en s'ouvrant à l'avenir et au devenir de la francité.

Articles en référence:

« La crise de l'universalisme français », in *Nous Autres*, sous la direction d'Erica Deuber Ziegler et Geneviève Perret, Gollion: Infolio éditions / Genève: Musée d'ethnographie, coll. tabou 1, 2005.

« De la question coloniale à la crise identitaire, lettre au président François Hollande », *Libération*, *Le Courrier* (Genève), *Le Soir Echos* (Casablanca) 5 juillet 2012, *L'Humanité*, *Mediapart*, 4 juillet 2012.

« What the Islamic veil unveils about French universalism », World Council of Churches, in *Current Dialogue*, Geneva, July 2004.

Note biographique :

Réda Benkirane est sociologue et consultant international à Genève- Il est chercheur associé au Centre Jacques Berque (Rabat, CNRS USR3136) et membre de l'Institut de Recherches Philosophiques de Lyon (IRPHIL, Université de Lyon 3). Il a été notamment chercheur et membre fondateur du Centre d'Études d'Al Jazira, chercheur au Musée d'Ethnographie de Genève, chargé de la communication au sein du Conseil Œcuménique des Églises à Genève, journaliste à la revue suisse *Le Temps stratégique*, secrétaire de l'ancien Président algérien Ahmed Ben Bella.

Reda Benkirane est l'auteur de *Le Désarroi identitaire. Jeunesse, islamité et arabité contemporaines* (préface de Salah Stétié, Paris, Cerf, 2004, Casablanca, La Croisée des Chemins, 2012), *La Complexité, vertiges et promesses. Dix-huit histoires de sciences* (Pommier, 2002, 2006, nouvelle édition en 2013). Il a édité et préfacé l'ouvrage posthume de Jacques Berque, *Quel islam ?* (Paris, Sinbad-Actes Sud, 2003) et co-dirigé l'ouvrage collectif *Culture & cultures, les chantiers de l'ethno* (avec Erica Deuber-Ziegler, préface d'Edgar Morin, Gollion : Infolio éditions / Genève : Musée d'ethnographie, collection tabou 3, 2007). Il prépare actuellement un livre collectif sur « Religion et État. Logiques de la sécularisation et de la citoyenneté en islam » et travaille à son prochain ouvrage qui est une « critique de la raison dominante en islam ».

Carol Ferrara

“Learning to Discriminate: Islamophobia and xenophobia in the French education system”.

Les écoles sont parmi les institutions sociales les plus influentes dans la société moderne. Les écoles aident à construire non seulement la connaissance explicite et formelle des étudiants, mais en plus, l'environnement scolaire des étudiants les soumet à diverses formes de socialisation implicites qui influencent leurs opinions de ce qui est cool, ce qui l'est pas, qui

est inclus, qui est exclus, etc. En d'autres termes, les écoles contribuent de manière significative aux stéréotypes - positive ou négative - que les élèves sont socialisés à adopter. En outre, les milieux scolaires peuvent renforcer ou atténuer les tendances sociales qui sont diffusés par l'État et les médias. Dans le cas de la France, l'islamophobie et la xénophobie sont des tendances sociales importantes pour les étudiants qui sont exposés à la fois dans et en dehors de la classe. Cependant, tous les milieux scolaires ne sont pas égaux. Ainsi, l'islamophobie a des connotations nettement divergentes dans différents contextes scolaires, et donc les élèves sont soumis à divers arrangements des relations entre l'islamophobie, la race, l'origine ethnique, la religion et le sexe. Je soutiens que ces diverses interprétations ont un impact sur la forme de réalisation des élèves de race et de religion, ainsi que leurs expériences de discrimination et de racisme. J'utilise principalement des données de recherche ethnographiques recueillies au cours de 2011-2013 dans des écoles secondaires publiques et musulmanes françaises. Les différentes expériences que les étudiants ont subies dans ces environnements scolaires différents impliquent que la relation entre le racisme, la discrimination et l'islam varie selon les contextes sociaux et institutionnels et que le lien entre l'islamophobie et le racisme en France est contextuellement contingent. En outre, cela suggère que nous pourrions être en mesure de mieux comprendre l'islamophobie en France en examinant de plus près les tendances similaires dans le système éducatif français.

Schools are amongst the most influential social institutions in modern society. Schools not only help shape students' explicit, formal knowledge, but additionally, school environments subject students to various forms of implicit socialization that influence students' opinions of what's cool, what's not, who's in, who's out, etc. In other words, schools contribute significantly to the stereotypes – whether positive or negative – that students are socialized into embracing. Furthermore, school environments can reinforce or attenuate social trends that are diffused by the state and the media. In the case of France, Islamophobia and xenophobia are prominent social trends to which students are exposed both in and outside of the classroom. However, not all school environments are created equal. Thus, Islamophobia take on significantly divergent connotations in different school contexts, and therefore subject students to varying understandings of the relationships between Islamophobia, xenophobia, race, ethnicity, religion, and gender. In this paper, I argue that these varying interpretations impact students' embodiment of race and religion, as well as their experiences with discrimination and racism. I primarily use ethnographic research data collected during 2011-2013 from French public and Muslim high schools. The divergent experiences that students from these different school environments have undergone imply that the relationship between racism, discrimination, and Islam varies across social and institutional settings and that the link between Islamophobia and racism in France is contextually contingent. Furthermore, this suggests that we may be able to better understand Islamophobia in France by examining more closely similar trends within the French educational system.

Biographical note :

Carol Ferrara is a Sociocultural Anthropology PhD candidate at Boston University. She is currently residing in Paris while she carries out fieldwork for her dissertation. This research focuses on Muslim youth education and citizenship in Paris, France, and the possibilities and limitations of religious citizenship in a secular context. In addition, she is carrying out research on public ethics and citizenship among the Muslim, Catholic, and secular traditions in France for the multi-sited *Contending Modernities* project sponsored by the Kroc Institute

for International Peace Studies at Notre Dame and the Institute on Culture, Religion, and World Affairs (CURA) at Boston University. Carol's Master's thesis, "Religious Tolerance and Understanding in the French Education System" explored student religious tolerance and understanding in public and private confessional high schools in the Paris region. This study is published in the December 2012 issue of the *Journal of Religious Education*. Carol holds a dual MA in Middle East & Islamic Studies and International Affairs from the American University in Paris and a BS in International Business from the Rochester Institute of Technology.

Mayanthi L. Fernando

"Asymmetrical Tolerance".

Over the past ten years, "Muslim homophobia" has become the justificatory grounds for excluding Muslims from France, and from Europe more broadly. Within the dominant imaginary, Muslims remain suspected homophobes – and therefore illegitimate moral actors and political citizens – until they explicitly prove otherwise. This paper examines the structure of that justification for excluding Muslims, attending to what I call the asymmetrical distribution of tolerance. First, drawing on public debates and political discourse in France and the rest of Europe, I show how Islam is portrayed as civilizationally opposed to Europe, and Muslims as consummate outsiders incapable of evolution. I then turn to secular-liberal and secular-republican reactions to homophobic declarations by European Christians, focusing in particular on recent French debates about same-sex marriage and same-sex adoption. I demonstrate the way in which non-Muslim opposition to same-sex marriage and adoption is presented by the mainstream media and center-left politicians not as a civilizational clash but rather as a political disagreement between two sides (the Right and Left) always already accepted as *bona fide* French, that is, already within the moral and civilizational space of Europe. I then examine how the obligation of tolerance falls asymmetrically on different religious communities: while Muslims opposed to same-sex rights are interpellated as an essentialized group, Christians and post-Christians (such as UMP politicians and the *Manif pour Tous* movement) also opposed to those rights are perceived as individuals. Moreover, while Islam is constructed as unchangeable and intractably homophobic, Christianity is seen as constantly evolving. Finally, I observe how tolerance, arguably the gesture of a powerful majority, has come to be both individualized and made incumbent upon certain minorities, thereby dissimulating the power, and structural homophobia, of the French state and dominant majority.

Biographical note

Mayanthi L. Fernando is Assistant Professor of Anthropology at the University of California, Santa Cruz. She is primarily interested in the intersection of religion, politics, sexuality, and secularity. Her first book, *The Republic Unsettled: Islam, Secularism, and the Future of France* will be out in 2014 with Duke University Press. Some of her published articles include: "Save the Muslim Woman, Save the Republic: Ni Putes Ni Soumises and the Ruse of Neoliberal Sovereignty" (*Modern & Contemporary France* vol. 21:2, 2013), "Belief in/and

the Law” (*Method & Theory in the Study of Religion*, vol. 24:1, 2012), and “Reconfiguring Freedom: Muslim Piety and the Limits of Secular Law and Public Discourse in France” (*American Ethnologist*, vol. 37:1, 2010). She has recently begun a second project that examines the nexus of sex, religion, and secularism, and in particular the French state's regulation of Muslim women's sexual and religious intimacies.

Claire de Galembert

« L’islam, première religion carcérale » : retour sur les impensés ethnicisants d’une évidence publique

On ne peut être que frappé par la contradiction de plus en plus saillante entre l’invocation récurrente d’une grammaire républicaine *religious blind* et le foisonnement des références au nombre des musulmans dans la société française. Que la statistique publique, bridée par le principe de laïcité ne soit pas habilitée à effectuer des comptages prenant en considération la variable ethnique ou religieuse n’empêche nullement les dénombrements et mises en chiffre y compris par des personnalités officielles. Loin d’échapper à ces décomptes, la prison est une des cibles privilégiées de ces mises en nombre. Les détenus musulmans ont fait dans le discours public une percée fulgurante. A peine évoqués au début des années 1990, ils représenteraient aujourd’hui selon ce qu’avancent certains médias et les estimations proposées entre 50 et 80 % de la population carcérale. Quels que soient les écarts entre les chiffres avancés, dont l’amplitude ne suscite d’ailleurs guère de débats, tout le monde s’accorde depuis les années 2000 pour conférer à l’islam le rang de première religion carcérale. A défaut d’être en mesure de valider sur le plan statistique ce que est aujourd’hui de l’ordre de l’évidence publique, au moins peut-on s’interroger sur ce qui se joue derrière cette labellisation/catégorisation d’une bonne partie de la population pénale comme « musulmane » et des effets de cette rhétorique du chiffre. La question mérite d’autant plus d’être posée qu’elle est restée pour l’heure largement en friche et qu’elle véhicule un certain nombre d’attendus implicites racisants qui gagnent à être explicités.

Note biographique

Claire de Galembert est chargée de recherche au CNRS et membre de l’ISP (ENS de Cachan). Ses travaux traitent de la question de la religion comme objet de politique publique. Dans le cadre de ses recherches elle est particulièrement attentive à la place du droit et la justice dans la régulation publique du religieux. Avec Céline Béraud et Corinne Rostaing, elle vient d’achever une recherche pour le compte de la Direction de l’administration pénitentiaire sur le fait religieux. *Des hommes et des dieux en prison*. Mai 2013, 436 p. Autres publications récentes : «Le voile entre recomposition identitaire et réaffirmation des valeurs républicaines », in *Dictionnaire de l’immigration*, Smaïn Laacher (dir.), Larousse, 2012 ; « Cause du voile et lutte pour la parole légitime », *Sociétés Contemporaines*, n° 74, 2009, « *L’affaire du foulard in the Shadow of the Strasbourg Court : Article Nine and the Public Career of the Veil in France* » in Grillo, R., Ferrari, A. & Shah, P. (dir) *Legal practice and cultural diversity*, London, Ashgate, 2009 ; *Droit et Société*, Le voile en Procès, n° 66, 2008.

Steve Garner

“Islamophobia as ‘the Racialization of Muslims’: a theoretical and empirical argument”.

There is currently a plethora of published research on islamophobia, with more than 1,000 articles per year produced since 2007, and peaking at over 3,000 in 2011. However, there are a number of divisions within the scholarship over how to define islamophobia and frame these studies. For some it is a question of religious discrimination, and for others a question of racism. Some researchers focus on the State, others on people, others on comparative religion, and others still on culture. Some even combine these perspectives.

However, another division that is just as obvious is that between various forms of secondary analysis (the vast majority) and empirical fieldwork (so far a small minority). Without being prescriptive, this paper seeks to establish the racialization of Muslims as a valid way to conceptualise islamophobia, by putting forward an argument that deploys a critical sociological concept of ‘race’ (a fluid amalgam of ideas tying bodies to cultures); and leaning on a set of new empirical qualitative studies (primarily ethnographies) from Europe and North America.

Biographical note

Steve Garner is a sociologist who works on racism and racialization: especially their intersections with ideas and practices of class and national belonging. He has published on the racialization of white identities; the various forms that racism can assume, and discourses around immigration and asylum. The work he has done has so far focused on England, Ireland, the USA and Guyana. He is currently editing two special journal issues; one on the racialization of Muslims in Europe and North America; and the other on whiteness and nation in the Nordic countries. His books include *White Identities: a critical sociological approach* (Pluto, 2009); *Racisms* (Sage, 2010); *Whiteness: an Introduction* (Routledge, 2007); and *Racism in the Irish Experience* (Pluto, 2003). He is in the Department of Social Policy and Criminology at the Open University, UK.

Nacira Guénif-Souilamas

“ Islamophobia, Xenophobia, Gynophobia, Homophobia: Same Struggle ”

L'intrication des expressions de la haine et la peur de l'autre, atteint dans l'espace euraméricain des degrés inédits qu'il s'agit de décrire et de localiser en partant des rapports entre multiculturalité et universalisme unilinéaire et des impasses qu'ils produisent au regard de la persistance des inégalités.

Note biographique :

Nacira Guénif-Souilamas holds a Phd in Sociology from l'École des Hautes Études en Sciences Sociales in Paris and a HDR from Sciences Po Paris. She is a Professor at Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis and research fellow at Experice (U. Paris 13- U. Paris 8).

In 2009, she was a Fulbright fellow at Wellesley College (Sociology) and Columbia University (ICLS, Department of Middle East and Asian Languages and Cultures & Department of Religion) and a Visiting Professor at the Institute of French Studies of NYU.

Her Phd dissertation was awarded « Le prix le Monde de la recherche universitaire » published as *Des beurettes aux descendantes d'immigrants nord-africains* (2000), paperback edition *Des beurettes* in 2003), translated in Arabic in 2004. She has co-authored with Éric Macé *Les féministes et le garçon arabe*, L'Aube (2004, paperback edition in 2006) and edited *La république mise à nu par son immigration*, La Fabrique (2006).

Since 2004, her contributions appeared in : *Le foulard islamique en questions; La fracture coloniale; Qui a peur de la télévision en couleurs ?; Les féminismes en questions, éléments pour une cartographie ; La situation postcoloniale; La reconnaissance à l'épreuve; Histoire politique des luttes de l'immigration (post)coloniale; La fracture postcoloniale; Israeli-Palestinian Conflict in the Francophone World; Ruptures postcoloniales ; L'individu aujourd'hui ; Frenchness and the African Diaspora : Identity and Uprising in Contemporary France ; Migration und Menschenrechte in Europa ; Dictionnaire du racisme et des discriminations ; Dictionnaire de la jeunesse et de l'adolescence ; Minorités visibles en politique ; Penser à gauche ; La France une et multiculturelle*. Her articles appeared in: *La Revue Européenne des Migration Internationales ; French Politics, Culture and Society ; Contemporary French Civilization* (ed) ; *Cosmopolitiques* (ed) ; *Yale French Studies; Mouvements ; European Early Childhood Education Research Journal; The Salon*. Chapters will appear this Fall and Winter in: *Gendering the Divide : Religion, the Secular, and the Politics of Sexual Difference; What's Queer about Europe ?*

She is a collaborator of the Religion & Diversity project (U. of Ottawa), a fellow of the Oecumene Citizenship after Orientalism ERC project, a fellow of the “Gender, Religion and Law in Muslim Societies” and the “Rethinking Vulnerability and Resistance : Feminism and Social Change” projects at the Columbia Center for the Study of Social Difference - Women Creating Change Program, and of the TERRA network. She also serves as the vice-president of the Islamic Cultural Center in Barbès, a longstanding Arab and Black quarter of Paris.

She takes part in public debates on migrations, minorities and discriminations, ethnic and racial visibility, secularization and laïcité, gender, sexism and racism through broadcast and printed media.

Farid Hafez

“Legal Status of Muslims in Germany”.

Disciplining the ‘Muslim subject’ with Islamic Theology. An analysis of the impact of the securitization of Islam in German academia.

The following article discusses the establishment of centers of Islamic Studies (Islamische Theologie) in Germany in relation to an Islampolitik (Islam-politics) that is shaped by

securitization (Buzan et al.). While many authors have stressed upon different theories in social movement theory that shape the accommodation of Muslim religion in Western European nation states, I suggest that securitization also has a strong impact on the way the state and religious communities interact with each other. I argue that against the backdrop of securitization of Islam, the various agencies of the German state, forwardmost the Internal Security Agencies (Verfassungsschutz) aim at construing a German Muslim 'subject' (Foucault) to discipline Germany's Muslims. This is due to a broadening of the notion of security as well as a cultural understanding of integration policy that aims at culturally assimilating Muslims. A hegemonic Islamophobic discourse fosters such a policy. By that, the Verfassungsschutz becomes the definatory power in the struggle to locate Islam in the German religio-political landscape. I want to prove this by examining the field of education, where the Verfassungsschutz interferes to create its 'ideal German Muslim subject'.

Keywords: Islamic Studies, Germany, Islamophobia, securitization, discipline, subject

Biographical note:

Farid Hafez has a Ph.D. in political science and is the editor of the Yearbook on Islamophobia Studies (www.jahrbuch-islamophobie.de). He has been lecturing at different universities in Austria, Turkey and the USA. For his anthology Islamophobia in Austria, he was awarded the prestigious Bruno-Kreisky-Award for the political book of the year 2009. He has published nine books and many articles in leading international Journals. One of his last publications include: From the Far right to the Mainstream. Islamophobia, party politics, and the media (Campus 2012) and Anas Schakfeh. The Austrian Face of Islam (original German title: Anas Schakfeh. Das österreichische Gesicht des Islams, 2012).

Contact information: farid.hafez@univie.ac.at

Abdellali Hajjat

Julien Beaugé (docteur en science politique, Université de Picardie)

«Élites françaises et construction du « problème musulman». Le cas du Haut Conseil à l'intégration (1989-2012)».

Depuis le début des années 1980, l'espace public français est marqué par la construction d'un « problème musulman », qui est devenu une véritable évidence sociale parmi les « élites ». Cet article analyse la construction de cette évidence en faisant la sociologie du Haut Conseil à l'intégration (HCI), dont les membres appartiennent aux multiples fractions des « élites » (politiques, universitaires, hauts fonctionnaires, intellectuels, journalistes, militants, etc.) et qui constitue un « lieu neutre » ayant permis l'universalisation du « problème musulman ». Nous faisons l'hypothèse d'une hétéronomie généralisée, qui favorise l'action d'agents multipositionnés parvenant à transformer et à faire circuler l'idée d'un « problème musulman »

dans plusieurs espaces sociaux. En analysant les étapes des problématisations de l'islam par le HCI entre 1989 et 2012, nous montrons que cette hétéronomie participe à une redéfinition du « problème musulman » en termes « médiatiques » et que le travail de mobilisation contre le « problème musulman » provoque la transformation de la norme laïque (émergence d'un « champ de la laïcité ») et de l'institution (de la « commission des sages » au « think tank gouvernemental »).

“French Elites and Construction of the ‘Muslim Problem’.The Case of the High Council for Integration (1989-2012)

Since the early 1980s, the French public sphere is marked by the construction of a ‘Muslim problem,’ which has become a social evidence among the elite. This article analyzes the construction of this evidence through the sociology of the High Council for Integration (HCI), whose members belong to multiple elites fractions (politicians, academics, high civil servants, intellectuals, journalists, activists, etc.) and which constitutes a ‘neutral place’ that allowed the universalization of the ‘Muslim problem.’ We assume a generalized heteronomy, which promotes the action of multi-positioned agents reaching to transform and circulate the idea of a ‘Muslim problem’ in several social spaces. By analyzing the stages of problematisation of Islam by the HCI between 1989 and 2012, we show that this heteronomy involved a redefinition of the ‘Muslim problem’ through media terms and that the work of mobilization against the ‘Muslim problem’ provoked a transformation of the secular standard (emergence of a ‘field of secularism’) and institution (from ‘Committee of Wise Men’ to ‘government think tank’).

Note biographique de Abdellali Hajjat :

Abdellali Hajjat est sociologue, maître de conférences en science politique à l'Université Paris-Ouest Nanterre et membre de l'Institut des sciences sociales du politique. Il a publié *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le "problème musulman"* (avec Marwan Mohammed, La Découverte, 2013), *La Marche pour l'égalité et contre le racisme* (Éditions Amsterdam, 2013), *Les Frontières de l'« identité nationale »* (La Découverte, 2012), et co-dirigé *Histoire politique des immigrations (post)coloniales* (avec Ahmed Boubeker, éditions Amsterdam, 2008) et *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)* (avec Sophie Bérout, Boris Gobbille et Michelle Zancarini-Fournel, EAC, 2011).

Uzma Jamil (Postdoctoral Research Fellow International Centre for Muslim and Non-Muslim Understanding University of South Australia)

“Reaching Across the Atlantic: Islamophobia in France and Quebec”.

France and Quebec are linked together through a colonial history as well as a linguistic national identity as French-speaking nations. This similarity also spills over into the relationship between the state and Muslim minorities, as well as negative attitudes towards Muslim minorities within society. This paper examines the linkages between Islamophobia in France and in Quebec, tracing how it is articulated and expressed through the issue of

reasonable accommodation, the hijab, and most recently, the controversial Charter for Quebec Values, which was proposed this fall. Echoing the French position, the Quebec Charter underlines the religious neutrality of the state by prohibiting those who work in government and government-funded, public services from wearing “ostentatious religious symbols.” Drawing on the similarity to the niqab ban in France, Muslim women in Quebec who wear the face veil will not be able to receive government services. Through a discussion of this and other examples, this paper reflects on the following questions: 1) How do the similarities across countries and the particularities of specific contexts shape our understanding of Islamophobia? 2) How do we understand the role of colonial relations in shaping contemporary Islamophobia in France and Quebec? This paper aims to contribute to a deeper understanding of Islamophobia and its implications for the position of Muslim minorities in western countries today.

Biographical note :

Dr. Uzma Jamil is a Postdoctoral Research Fellow at the International Centre for Muslim and Non-Muslim Understanding at the University of South Australia. Her research focuses on Muslims in Canada, particularly on issues of social and political relations and how they negotiate their position as minorities in Quebec. She is also part of the Transcultural Research and Intervention Team at McGill University, where she has worked on various research projects with South Asian Muslim communities in Montreal. She is currently working on a monograph analyzing the multiple sets of minority-majority relations within which Muslim minorities in Canada are situated.

Danièle Joly

« La participation civique et politique des femmes de culture musulmane dans le contexte de deux théâtres nationaux, la France et la Grande-Bretagne ».

Daniele Joly and Khursheed Wadia

Women of Muslim background and Islamophobia in France and Britain

This paper is based on a project funded by the ESRC comparing the civic and political participation of women of Muslim background in France and Britain, i.e. women whose families came from countries where Islam is the majority religion. It examines the context which presides over the emergence of a Muslim category in the public space in both countries as a backdrop to the development of anti-Muslim prejudice and discrimination. The debates and contradictions crystallize around two core issues in the respective countries: the ‘War against Terror’ in Britain and the female dress code in France. Women of Muslim background found themselves at the centre of those tensions and the paper focuses on the experience of the women in terms of racial and religious discrimination in their interaction with wider society.

Note biographique de Danièle Joly :

Professor Joly is professor at the University of Warwick and Marie Curie Fellow at the CADIS-EHESS. She obtained a Licence es Lettres from the University of Nanterre in France and a Master's degree in Industrial relations from the University of La Sorbonne. She gained a PhD from the University of Aston and a D.Litt from the University of Warwick. She has published on Muslim populations in Britain and France, on ethnic relations and on refugees in Europe. Her publications include *L'Emeute* (2007), *Muslims in Prison* (2005), *Blacks and Britannity* (2001), *Haven or Hell: Asylum Policy and Refugees in Europe* (1996), *Britannia's Crescent: Making a Place for Muslims in British Society* (1995), *Refugees: Asylum in Europe* (1992) and *The French Communist Party and the Algerian War* (1991). She is editor of *International Migration in the new Millenium* (2004), *Global Convergence in Asylum Regimes* (2001). She is an active member of various European networks of researchers on refugees and asylum and on Muslims in Europe. Her areas of expertise include Muslims in Europe, refugees and asylum policy in Europe, ethnic relations and integration. She is currently working on a comparative project concerning the civic and political participation of women of Muslim background in France, Britain and Spain.

Ahmed Kabel (School of Humanities and Social Sciences, Al Akhawayn University)

“The neo-white-man’s burden or when Islamophobia meets neoliberalism”

Amidst the deafening clamor for defeating ‘Islamic terrorism’, one distinctly boisterous demand has been to overhaul educational systems in the Muslim world. One major focus of this educational terrorism is to purge curricula of ‘bigotry’, ‘intolerance’ and material liable to nurture ‘terrorist’ inclinations. Another emphasis is on the inculcation of civic values likely to have a liberal *civilizing* effect on Muslims. Part of this crusade is also the proliferation of proposals exhorting Muslim countries to subordinate educational systems to purely market exigencies and global economic interest. This is vehicled through a new discourse centered around employability, *skills* and the knowledge economy. These obscene acts of educational terrorism and cultural and economic violence betray a toxic mix of Islamophobia and neoliberalism at inestimable costs for the cultural and political future of Muslims. Through the examination of Western projects of educational reform, this paper will thus attempt to disentangle the connections between Islamophobia as both a racist and a neo-orientalist discourse and neoliberalism as an economic and ideological orthodoxy in the service of Western designs for domination over the Middle East.

Saeed A. Khan (Lecturer, Department of Classical & Modern Languages, Literatures and Cultures, Wayne State University, Detroit)

“Postnationalism and its Discontents: Moral Panic and the Development of Muslimophobia in Europe”.

Postnationalism in Europe, a continent, with its member states subsumed into a hypernational European Union, has caused moral panic in several national localities, whereby dominant societies become insecure about their own identity, as new modalities of identity construction are required to reconcile new demographic, social and political realities, while certain groups are perceived as security and/or cultural threats. At the same time, migration, economic and financial turbulence, nativism and political opportunism have all contributed to fueling a series of moral panics in Europe, in which Islamophobia is one consequence. As Europe undergoes economic, political and demographic transitions, definitions and redefinitions of national and continental identity militate against the acknowledgement and acceptance of Muslims as full, enfranchised citizens, thereby subjecting them to a campaign of bigotry and discrimination.

This paper examines moral panic in Europe, particularly in France, and its consequences to communities that are defined to reside outside dominant society modalities, i.e. Muslim diasporas. It will situate Islamophobia within the context of and as a consequence of moral panics, rather than assessing it as an independently developing phenomenon. In addition, this paper will focus on issues of agency, both of dominant society in its attempt to reclaim its own narrative in light of shifting borders, boundaries and postnational notions of identity, and those of subaltern, migrant communities, such as the Muslim community in Europe. Finally, this paper will offer potential approaches in creating models of social and cultural inclusion and integration, developing a new, hybridized identity that resides outside existing and conventional lines of demarcation.

Farhad Khosrokhavar

« Islamophobie interrelationnelle : du rapport conflictuel entre surveillants et détenus par la médiation de l'islam ».

Islamophobie comme lieu d'ambivalence, de malentendu et de racisme: le cas inter-relationnel entre surveillants et détenus en prison

Les musulmans forment un très grand nombre de détenus dans les grandes prisons de l'île de France. Leurs rapports avec les surveillants sont marqués par de nombreux problèmes parmi lesquels, l'islamophobie qu'ils reprochent à certains surveillants et l'un des griefs essentiels. L'analyse de ce phénomène dans les relations entre détenus et surveillants montre la complexité du problème que l'on tentera d'analyser dans sa multivocité.

Note Biographique

Farhad Khosrokhavar est professeur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris. Ses derniers ouvrages: *The New Arab Revolutions that Shook the World*, Paradigm Publishers, 2012; *The Jihadist Ideology : the anthropological perspective*, Aarhus University, 2011 ; *Etre jeune dans le pays des ayatollahs* (avec A. Nikpey), Robert Laffont ; *Inside Jihadism: Understanding Jihadi Movements Worldwide*, Paradigm Publishers, 2009 ; *Quand*

Al Qaeda Parle: témoignages derrière les barreaux, Grasset, 2006 ; L'islam dans les prisons, Editions Balland, 2004; Les Nouveaux Martyrs d'Allah, Flammarion, 2003

Ouisa Kies

« L'islam en prison »

A travers cet exposé sur la thématique de l'islamophobie, il s'agira de présenter l'étude sur le processus de radicalisation en prison qui a été menée sous la direction de F. Khosrokhavar dans plusieurs établissements pénitentiaires de septembre 2011 à septembre 2013. Ce travail de recherche s'est concentré sur la population carcérale de cinq grandes prisons françaises. S'il est difficile de connaître le nombre de musulmans pratiquants dans les prisons car le droit français interdit, en principe, de créer des statistiques par rapport à la religion. Cependant selon certaines études, on atteint jusqu'à 50, voire 60% des détenus qui seraient musulmans, un chiffre qui semble cohérent selon l'administration pénitentiaire. Plus de 17 000 détenus sont inscrits au ramadan, auxquels il faut ajouter le chiffre gris de la représentation de l'islam dans les prisons. On le sait depuis la dernière étude sur l'islam en prison datant de 2003, l'islam est devenu la première religion en prison, et pourtant le nombre d'aumôniers musulmans est bien inférieur à ce qu'il devrait être compte tenu de la surreprésentation des détenus musulmans. Aujourd'hui, on en compte moins de 160 pour 195 établissements. Au vu des contraintes d'organisation et de sécurité dans les prisons, le rapport au religieux est différent : dans le monde extérieur, l'offre religieuse musulmane est visible dans l'espace public alors qu'elle est peu présente dans le milieu carcéral. Les imams sont rarement présents dans les institutions pénitentiaires, et la plupart des grandes prisons françaises n'offrent pas la possibilité de faire des prières collectives. Les lacunes en matière d'accès au culte musulman dans les prisons sont notamment dues à un manque d'encadrement, un problème institutionnel et peut-être à une certaine inertie de la part de l'administration. Or, ces déficiences, surtout l'absence de prière collective, sont souvent perçues comme une forme de ségrégation par les détenus musulmans, y compris « modérés », ce qui ne facilite pas leur rapport avec l'administration pénitentiaire. Il est à noter que certaines prisons arrivent à organiser les prières collectives et n'ont pas rencontré de problèmes significatifs en termes de sécurité. L'institution musulmane est par ailleurs incapable à ce jour d'attirer des aumôniers en prison. Du fait du contexte national et international, on assiste depuis plus de 15 ans, à une focalisation sur l'islam. En prison, les quelques surveillants chargés des renseignements généraux se voient confier des tâches qui consistent à observer, surveiller les personnes susceptibles de se radicaliser. Or, l'insuffisance du nombre de personnel qualifié pour ce travail aboutit généralement à la « persécution » des personnes fondamentalistes dont l'attitude est cataloguée comme dangereuse, voire radicalisée. S'il existe une minorité de radicaux en prisons, les premières victimes de leurs actions violentes sont les musulmans. Tous (modérés, fondamentalistes, en voie de radicalisation, radicaux etc.) se sentent épiés et catalogués. A les persécuter on en poussera quelques-uns vers l'extrémisme plutôt que d'en faire des citoyens réinsérés. Cet amalgame entre les fondamentalistes et les radicaux, ne fait qu'accentuer les griefs des musulmans envers l'institution, l'islam radical devient alors une réponse face à une administration qui les opprime.

Through this presentation of Islam phobia, we want to present to you the study on the process of radicalization in prisons which was conducted under the supervision of FK in several carceral facilities from September 2011 to September 2013. This study focused on the prison population in 5 large French prisons. It is difficult to know the exact number of Muslims that practice their faith because French law prohibits creating statistics in relationship with religious affiliation. However according to some studies 50 to 60 % of all inmates are Muslims. A number that is coherent with the prison administration. More than 17,000 of inmates are enrolled in the Ramadan roster, to these numbers must be added the 'gray' figure of the Islamic population in prisons. We know from the latest study, in 2003, that Islam has become the 1st religion in prison, and yet the number of Muslim chaplains is far below what it should be given the overrepresentation of Muslim detainees. Today, there are less than 160 chaplains for 165 institutions. Given the constraints of organizational and security in prisons, the relationship to religion is different in the outside world, Islam practices are visible in the public space even though it is not present in the prison. Imams are seldom in the penal institutions, and most major French prisons do not offer the possibility of collective prayers. Gaps in access to Muslim worship in prisons are due to a lack of supervision. An institutional problem and perhaps certain inertia on the part of the administration. However these deficiencies, above all the lack of access to the collective prayers are often perceived by the prisoners as a form of discrimination toward their faith including 'moderate' Muslims which does not help their relationship with the prison administration. One should note that some prisons however can organize collective prayers and have not encountered any significant issues in terms of security. As for now the Muslim institution is unable to attract chaplains in prison.

Due to the national and international context for over 15 years we have been witnessing a focus on Islam. In prison the very few wardens responsible for general information have to take care of tasks too diverse and monitor people likely to radicalize. However the lack of qualified employees for this type of work generally leads to a 'persecution' of fundamentalist people whose attitude is classified as dangerous or radicalized. If there is a minority of radicals in prisons the first victims of their violent actions are Muslims. All (moderate, fundamentalist in the process of radicalization, radicals etc.) are stereotyped. Because of persecution, some of them will be involuntarily pushed toward extremism rather than make them rehabilitated citizens. This confusion between fundamentalists and radicals only accentuates the grief of Muslims against the institution, where radical Islam becomes an answer to a government that oppresses them.

Note biographique

Ouisa Kies est titulaire d'un DEA anthropologie et sociologie du développement et des échanges. Elle prépare un doctorat sur l'aumônerie musulmane en milieu carcéral sous la direction de Farhad Khosrokhavar. A été attachée de recherche au Cadis dans le cadre de l'étude sur le processus de radicalisation religieuse en prison, sous la direction de Farhad Khosrokhavar.

Arzu Merali (Islamic Human Rights Commission, United Kingdom)

"Survey Results from French Muslim".

Arzu Merali has conducted two main research projects in France both published as reports in Britain. She is going to present in this conference some of the data she collected in her previous field research in France that was never published before. Here are the titles and links to descriptions of her two previous reports on France published as books:

Title: France and the Hated Society: Muslim Experiences

<http://ihrc.org.uk/publications/reports/10292-france-and-the-hated-society-muslim-experiences>

Title: Pour la Liberté ? Impacte de l'interdiction du voile islamique et des signes religieux dans les écoles françaises

<http://ihrc.org.uk/publications/reports/9957-rapport-sur-le-port-du-foulard-et-linterdiction-des-symboles-religieux-dans-les-ecoles-est-desormais-disponible-en-francais>

Marwan Mohammed

« Reconnaissance et mesure de l'islamophobie en France »

Le besoin de quantification d'une éventuelle pénalité religieuse a récemment émergé dans la sphère publique. Il s'inscrit dans une double mutation dans l'appréhension et la gestion du pluralisme ethnoracial et religieux : d'une part, depuis la fin des années 1990, le thème des discriminations s'est développé dans le débat politique occultant progressivement le prisme de « l'intégration » et du racisme xénophobe, d'autre part, au moins depuis 1979 et la révolution islamique en Iran, on assiste à la construction d'un « problème musulman » qui n'a guère cessé de s'intensifier et dont les effets sur l'opinion et sur les relations sociales interrogent. Même si ces deux processus – construction du problème musulman et lutte contre les discriminations – n'ont pas les mêmes ressorts, ils interagissent fortement, particulièrement autour des enjeux de reconnaissance et de mesure de différents préjudices à raison d'une appartenance réelle ou supposée à la religion musulmane. En effet, en matière de lutte contre les discriminations, la reconnaissance politique, la mesure statistique et l'administration de la preuve judiciaire vont de pair. Or, en dépit de nombreuses résistances à la reconnaissance politique ou juridique de l'islamophobie, la connaissance statistique de l'islamophobie se développe et constitue aujourd'hui une sorte de puzzle composé de pièces hétérogènes, parfois bancales, mais dont les résultats convergent.

Note biographique

Marwan Mohammed est sociologue chargé de recherche au CNRS. Ses travaux ont dans un premier temps porté sur les articulations entre la délinquance juvénile et la ségrégation socio-urbaine à travers le phénomène des bandes. Il a ensuite mené des recherches sur les rebellions urbaines, dont les résultats ont notamment été diffusés dans un documentaire ("La tentation de l'émeute") diffusé sur ARTE. Depuis 2011, il co-anime avec Abdellali Hajjat un séminaire sur l'islamophobie. Articulée à des recherches, cette collaboration a donné lieu à la publication

d'un récent ouvrage : Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le "problème musulman" (La Découverte, 2013). Derrière la diversité des thématiques et des objets étudiés, il y a chez Marwan Mohammed une réflexion sous-jacente sur la cohésion sociale à travers les rapports entre groupes minoritaires-majoritaires.

Armin Muftić

“Islamophobia Anti- and Philo-Semitism in the Discourse of Austrian Freedom Party: Muhammad Cartoons and Anti-Semitic Cartoon”.

In the recent years the Austrian Freedom Party (FPÖ) has changed its relation to Israel and Jews. In the 1990-ies and the early 2000-ies the officials of the FPÖ had been using the anti-Semitism in the election campaigns. At present, the negative attitude of right-wing populists towards Jews and Israel seems to be radically changed to a friendly relationship between “saviors of Judeo Christian Europe” and some Israeli political leaders. The current FPÖ-Leader Heinz-Christian Strache is speaking about Jews and Israel as friends and allies in combating of the “Islamisation of Europe”. The simplistic idea behind this logic is: If you hate Islam/Muslims, you must love Jews and conversely. The contribution of the Austrian Freedom Party officials to the anti-Islamic Muhammad cartoons in the public debate and the recent anti-Semitic cartoon that Strache has published on his Facebook profile indicate that the Jewish Banker Conspiracy is still circulating in the right-wing populist scene as a parasite that exploits the Austrian Volk. Furthermore, the public reaction to both cases – the Muhammad cartoons and the anti-Semitic cartoon – indicates on the one hand that there is no social tolerance of anti-Semitism and on the other hand that there is a broad social acceptance of Islamophobia in the Austrian publicity. The aim of this paper is to discuss this antinomy as well as to suggest some useful insights for Islamophobia research based on some Jean Paul Sartres views published in his book “Anti-Semite and Jew”. These insights should help to expand the current initial position in combating anti-Muslim racism.

Keywords: Austrian Freedom Party, anti-Islamic cartoon, anti-Semitic cartoon, Philo-Semitism, Islamophilia, Anti-Semitism, Islamophobia.

Biographical note

Mag. phil. Armin Muftić is doctorand at the Alpen-Adria-Universität Klagenfurt – Department for Intercultural Education. His research foci: migration, islam and media research.

Alexandra Poli (Sociologue, chargée de recherche CNRS au CADIS et enseignante à l'EHESS)

« L'islam « hors champ » de la dynamique antidiscriminatoire en France ? ».

Yasmine Raiani (Columbia University)

“Spatial Redemption and the Geography of the Indigènes de la République”.

In this paper, I examine the *Mouvement des Indigènes de la République's* (MIR) analysis of French Republican spatial politics. The paper focuses on the ways in which ‘public space’ – effectively localized in French city centers – codes for white, European, Christian space and ‘private space’ – writ large in the banlieues – codes for Arab, African and Muslim space. Drawing on scholarship produced by MIR members and material posted on their website, I examine MIR’s interpretation of ‘public space’ as metropole and ‘private space’ as colony, identifying how this colonial geography invests both spaces with moral imperatives. With particular focus on MIR’s Islamic articulation of this geography, in which Mecca is analogous to the metropole and Medina to the colony, I look at how this ‘map’ effectively sets up the banlieue as the domain for the construction of a new community based on a model of subjecthood that is held in opposition to state subjecthood. Referring to the work of Mohamed Barkat, a founder of MIR, on the indigène body as *homo sacer*, in addition to other MIR material on state violence, I explore the spatial implications of the investment of this il/alegality in the indigène body and concomitant legality invested in the body of state agents (particularly police officers). Arguing that state agents effectively colonize space in MIR’s colonial geography, I show how, during MIR actions – held both in the colony and in the metropole – the indigènes effectively ‘de-colonize’ space by momentarily throwing off the mantle of *homines sacri* and enacting a decolonial embodied subjecthood at the heart of their project of spatial redemption.

Çiğdem Sağır

“Paranoid Modes of European Politics: Islamophobia and the Spectrality of Racism”.

Looking at recent debates on Muslims and Islam in Europe, which have arisen over some trouble cases, we can argue that the specter of racism is actively haunting Europe. A haunting, in that the ghost of Europe's past practices of racialization has haunted Europe's "post-racist" political scene, specifically in public debates about Islamic religion and culture. Therefore, secular, multicultural, postcolonial and post-racist Europe needs to be forced to learn a way to, as Jacques Derrida has called for, speak with its ghosts. In the context of this statement, this paper aims to open a way to talk with ghosts by analyzing the underlying dynamics of spectral racism in the European political discourse. Offering a close reading of Richard

Hofstadler's paranoid mode of politics, it aims to develop an understanding of how the European political discourse has been shaped through a paranoia of the Other.

There is then a "new" racist European gaze, informed by an Orientalist, colonial and capitalist past, which sustains a difference between Islamic and European cultural/value systems. It distinguishes it as "new," not to indicate that it is discussing a novel form of racism, but to highlight a new organizational paradigm in the legacy of European racism. This paradigm, this paper will argue, is operating upon historical European identity formations that rest upon existing racist strategies. However, these existing racist strategies are not immediately visible; rather they are apparent in the rhetorical structure of media framing devices and governmental policy making, surrounding specific cases that deal with the representation of Islamic culture and European Muslims. By examining the rhetorical trope of *apophasis*, a kind of "mentioning by not mentioning," at work in media framing and governmental policy surrounding the presence of Islamic culture in Europe, this paper will show the "spectral" nature of racism.

It will do this via analysis of a strategy working through rhetorical apophasis: 'hiding'. The headscarf debate and Stasi Report in France are then used to show this strategy at work; as it reflects the strategy of "hiding", and how it works through denying the *present* reality of Islam outright. Here, Islam and Muslims in Europe are perceived as an unacceptable present reality, and a being who must be transformed into an acceptable form in the contemporary European context. Muslims must forfeit articles (headscarf/ minaret) which present their faith, in order to practice it. So, Islam is paradoxically unacceptable through its acceptability and vice versa. What is ultimately being sustained by hiding the *present* reality of Islam, is an encoding and fixing of an incommensurate difference between the religion of Islam and normative European culture and values.

Consequently, this work offers to understand Islamophobia not as a reaction to recent political and economic changes in Europe, but as a spectral form of European racism which haunts European political discourse about its Others. It aims to explore European racism by drawing attention to the notions of hauntology, specters and ghosts; which are often silenced in mainstream Eurocentric sociological and political analysis.

Biographical note

Çiğdem Sağır is PhD Candidate at Middle East Technical University (METU), Department of Sociology in Turkey. Cigdem was awarded a research grant by "TUBITAK International Research Fellowship Program for PhD Students (2214/A)" to realize this research

Salman Sayyid

"A Measure of Islamophobia".

Islamophobia, both as a term and a concept, is widely utilised, hotly disputed and frequently disavowed. It is seen by some as having something significant to say about the times we live in, and as an important tool to highlight injustices faced by and specific to Muslims. Its detractors perceive Islamophobia as simply a fig leaf behind which 'backward' (sic) social practices and totalitarian political ambitions are covered up and afforded bogus exemption from legitimate criticism and challenge. The contested nature of Islamophobia reflecting the

contestations around the emergence of a Muslim subjectivity is not helped by the way in which the growing literature continues to be dominated by empirical studies, the analysis of media representations and socio-psychological approaches, while many of these studies have been valuable in illustrating the range of expressions of Islamophobia; they have been less successful in understanding the phenomena, and mapping its relationship with other forms of discriminatory practices such as racism and anti-Semitism. This paper presents a conceptual examination of the category of Islamophobia and the work it is called upon to do in contemporary debates, as prelude to a discussion about what a theorization of this concept could contribute to the field of social analysis and policy. The purpose of theorizing Islamophobia is not uncover its most accurate definition that would be able to police the multiple uses of the term in all possible situations, but rather to analyse the way in which the category can be deployed as means of leveraging justice, that is, habitually denied to those deemed to be followers of Islam.

Biographical Note

Salman Sayyid is Director of the Centre for Ethnicity and Racism Studies and Professor, University of Leeds, England

Salman Sayyid's major publications include *A Fundamental Fear*, which was short-listed for the British Sociological Association's Philip Abrams Memorial Prize in for the best first and sole-authored book within sociology. The same book was banned by the Malaysian government in 2006. Sayyid has co-edited *A Postcolonial People* (2006), and *Thinking Through Islamophobia* (2010). Professor Sayyid's recent research interest centres on the development of Critical Muslim Studies. Many of his writings have been translated into Farsi, Turkish, Spanish, Portuguese and Arabic.

Patrick Simon

«Les Musulmans face aux discriminations : la confusion de l'ethnicité et de la religion»

La montée des discours et actes hostiles à l'Islam et aux Musulmans en Europe, et tout particulièrement en France, génère plusieurs types de conséquences. La banalisation des discours anti-musulmans libère les pratiques discriminatoires et les atteintes aux personnes. Alors que d'autres types de traitements défavorables sont perçus comme illégitimes, l'exclusion du marché du travail pour des motifs confessionnels est justifiée non seulement par des préjugés, mais plus encore par un cadrage laïc qui se diffuse dans tous les domaines de la vie sociale. Ainsi, les restrictions posées à l'expression de la religion, et par extension sa visibilité, tendent à se diffuser dans une vision extensive de l'espace public : écoles, services publics, peut être bientôt entreprises privées et universités. Ces restrictions constituent de facto des facteurs d'exclusion des Musulmans, selon leur degré de visibilité. En second lieu, la focalisation sur l'affiliation religieuse, réelle ou supposée, produit une identification des minorités ethniques par la religion plutôt que par leur origine. Il est difficile encore de déterminer si cette substitution opérée dans les discours publics et médiatiques a des incidences sur l'identité des membres des minorités ainsi désignées. De fait, ethnicité et religion sont difficilement séparables dans les identités assignées qui fonctionnent sur des

représentations. L'expression employée par Nicolas Sarkozy de "musulmans d'apparence" (à propos des soldats exécutés par Mohamed Merah) a fait scandale, mais elle traduit bien la confusion des dimensions identitaires dans les représentations collectives.

Cette confusion est consubstantielle à la définition de l'ethnicité et si elle est intéressante à étudier du point de vue de la formation des identités et des groupes d'intérêt dans les sociétés multiculturelles, ce n'est pas l'objet de cette communication qui porte sur l'expérience des discriminations par les Musulmans en France. On sait que la Halde et maintenant le Défenseur des droits enregistrent ainsi de plaintes pour discrimination religieuse. Il en va de même des statistiques du ministère de l'intérieur qui sous-estiment largement les actes islamophobes. Ces sous-déclarations reflètent les lacunes du système d'enregistrement et les difficultés ou réticences des victimes à se considérer comme discriminées, mais aussi le biais de rattachement des expériences discriminatoires à l'origine plutôt qu'à la religion. La communication se propose d'analyser les relations entre origine et religion dans l'expérience des discriminations à partir de l'enquête Trajectoires et Origines, réalisée par l'Ined et l'Insee en 2008, et de fournir un cadrage des expériences déclarées par les Musulmans dans les différents domaines de la vie sociale.

Note biographique

Patrick Simon est socio-démographe, Directeur de Recherches à l'Institut national d'études démographiques (INED) dans l'unité de recherche " Migrations internationales et minorités " et chercheur associé au Centre d'Etudes Européennes de Sciences Po. Après un doctorat en démographie et sciences sociales à l'EHESS (1994), il a fait toute sa carrière à l'Ined. Ses recherches portent sur les processus d'intégration et les discriminations ethno-raciales dans les sociétés multiculturelles. Il a co-dirigé l'enquête « Trajectoires et Origines » sur la diversité des populations en France et a conduit plusieurs projets comparatifs sur la collecte de données ethnique et raciales et les classifications statistiques. Il est membre du conseil scientifique de la *Fundamental Rights Agency* (commission européenne) à Vienne et des comités de rédaction de *Sociétés Contemporaines*, *Ethnic and Racial Studies*. Il enseigne en master de sociologie de l'action publique à Sciences Po.

Sunera Thobani (Associate Professor at the Institute for Gender, Race, Sexuality and Social Justice at the University of British Columbia, Canada)

“Islamophobia, Feminism and Global Terror”

The War on Terror is reconfiguring the practices that constitute whiteness through the definition of the West as endangered by the hatred and violence of its Islamist Other. Critical race and feminist theorists have long defined 'whiteness' as a form of subjectivity that is socially constructed, historically contextual, and inherently unstable. The equation of whiteness as a social identity with the socio-political category of the West has been seen as particularly problematic for its furthering of colonial and imperialist projects. This paper examines how key feminist texts engage with the hegemonic Islamophobia of the War on Terror and its (re)constitution of whiteness. Specifically, it examines how feminists engage

with the economic and political power of the West that enables white subjects to exalt themselves even as they define the hateful nature of the Islamic Other.

Biographical Note :

Sunera Thobani is Associate Professor at the Institute for Gender, Race, Sexuality and Social Justice at the University of British Columbia, Canada. Her research focuses on critical race, postcolonial and feminist theory, globalization, citizenship, migration, Muslim women, the War on Terror, and media. Her book, *Exalted Subjects: Studies in the Making of Race and Nation in Canada*, was published by the University of Toronto Press (2007) and she has also co-edited *Asian Women: Interconnections* (Canadian Scholars' Press, 2005) and *States of Race: Critical Race Feminist Theory for the 21st Century* (Between the Lines, 2010).

Corinne Torrekens (Managing Director DiverCity, Chercheuse au Groupe de recherche sur les Relations Ethniques, les Migrations et l'Egalité (GERME), Université libre de Bruxelles)

“Rising Islamophobia in Belgium : How Muslims (Counter-) React?”.

Since a couple of years, the “Muslim question” and its growing visibility in the public space has been at the heart of multiple controversies interrogating the legitimacy of certain practices, attitudes, values and presence of the Belgian Muslim population. Such kind of debates continues to assimilate Muslims to the “Others” of the Belgian society even if they have acquired citizenship years ago. Populism and public discourses about the failure of “integration” have increased in Europe. Islamophobic discourses and attitudes also. Belgium is no exception. However, Belgium is a complex country. Indeed, on one hand, the country has reinforced its naturalization and family reunification laws and forbid the wearing of the full veil in its public space¹. But on the other hand, Belgium is the first European country to have elected a veiled MP in the Brussels Parliament. During the recent local elections of the 14th of October 2012, an Islamist party (ISLAM) has succeeded in obtaining two seats in Brussels. After the elections, this party declared to be in favor of the introduction of the Islamic law (sharia) in Belgium which led to virulent debates and reactions about the Belgian values. Islamophobic rhetoric has been used during this event without being challenging by traditional civic and/or political institutions. But a part of the Muslim population has begun to organize in order to raise a voice in the public space. The goal of this contribution is thus to consider the role of the press in spreading Islamophobic rhetoric but (and maybe most importantly) to present how Muslim representatives consider it, what kind of strategies they put or try to put in place in order to reply and, finally, to evaluate if this impacts (and if yes, how?) the public debate. In terms of methodology, I will use both some quantitative and qualitative results of a European project, Eurislam, that has been conducted in six European countries and interviews I have personally conducted.

¹ It has to be noted that Belgium is a federal state. It means that integration policies are led by the Regions. The Flemish region has recently introduced integration programs and forbidden the wearing of the veil (hijab) both for teachers and pupils in public schools. These debates are still pending in the French speaking region.

Ineke Van der Valk

“Racism and islamophobia in the Netherlands, contested social phenomena and controversial concepts”.

In the post war period the Netherlands became known as a country of tolerance. Racism was generally seen as a rather marginal phenomenon. This gradually changed however from the eighties onwards when more and more immigrant and refugee families came to the Netherlands and in particular after 11/09 and the murder of filmmaker van Gogh in 2004. Discrimination gradually increased and became more and more framed in terms of the Islamic religion. Since the rise and prospering of the nativist populist party PVV Islam became increasingly represented as a totalitarian political ideology. Racism however remained an underreported, under researched and even contested social phenomenon and concept. Dominant public and policy discourse use discrimination - a concept that refers to practices instead of ideologies - to refer to unequal treatment and social exclusion of ethnic minorities and its underlying attitudes and prejudices. Recently the concept of islamophobia is more and more used to denote discrimination on the basis of the Islamic religion... and equally contested. The discussion about this concept mirrors the reluctance to recognize the phenomenon of the growing anti-Muslim attitudes amongst the public, including politicians, scholars and opinion makers. On the basis of my research on racism and islamophobia in the Netherlands I will discuss the struggle surrounding the recognition of these concepts and underlying social problems in the context of the public debates on integration.

Biographical note

Dr. Ineke van der Valk (University of Amsterdam) has extensive experience as a researcher, writer, lecturer and consultant. She specializes in the study of racism, islamophobia, extremism, (de)radicalization, ethnic relations and diversity in multicultural societies and the history of immigrants in the Netherlands. She holds degrees in Educational Studies and Ethnic Studies and a Ph-D in Discourse Studies from the University of Amsterdam. She obtained her doctorate on the interface between social sciences and discourse analysis with a comparative study of the perception of ethnic issues in the political discourse of the Netherlands and France, paying special attention to the extreme right. Her last book ‘Islamofobie en Discriminatie’ (2012 Amsterdam University Press) is translated in English and French (pdf: www.AUP.nl). See www.inekevandervalk.com for other publications. Prior to her academic career she worked as a community organizer and human rights activist.